

Cinq pistes pour la rénovation du PS

Sur la mondialisation, l'Europe ou leur stratégie d'alliances, les socialistes doivent évoluer de façon ouverte et sans complexes



Dès que le Parti socialiste perd une élection alors qu'il la pense imperdable, c'est le même refrain : rénovation, refondation, reconstruction, renaissance, régénération, etc. A l'exception des deux échecs prometteurs de 1974 avec François Mitterrand et de 1995 avec Lionel Jospin, le PS a déjà vécu quelques moments qui l'ont ébranlé. Après la défaite législative de 1978, Michel Rocard veut rénover, mais c'est François Mitterrand qui sera élu le 10 mai 1981. Après la déroute législative de 1993, Michel Rocard prend les rênes avec la même intention, mais c'est Lionel Jospin qui mènera la campagne en 1995 et gagnera en 1997. En 2002, son élimination après cinq ans d'exercice du pouvoir tétanise tout le monde. La division sur le traité européen en 2004 et 2005 fera le reste.

Au total, une seule refondation se sera révélée féconde : celle du Congrès d'Epinais en 1971. Elle suit la lourde défaite de juin 1968 aux élections législatives et l'absence de la gauche au second tour de l'élection présidentielle de juin 1969. Elle se fait avec le concours d'un " nouvel arrivant " dans la politique : François Mitterrand, onze fois ministre sous la IV^e République, notamment dans le gouvernement de Guy Mollet de 1956 à 1957. Comme quoi il faut se méfier du piège des mots. L'histoire ne se répète pas, et elle fournit quelques leçons.

Il est bon de faire le tour de ce que les uns et les autres mettent derrière le mot " rénovation ". Certains se contenteraient de changer le premier secrétaire : patience, François Hollande quitte sa fonction en 2008 ! D'autres veulent un renouvellement générationnel, mais la direction n'est pas si vieille que cela : il suffit de s'intéresser à nos secrétaires nationaux, et on verra à l'écran beaucoup de têtes nouvelles ! Féminiser, diversifier avec les hommes et les femmes issus de l'immigration : tout cela peut se faire mais ne change pas la politique pour autant. D'autres imaginent de changer le nom du Parti socialiste. Il ne faut pas avoir honte de son étiquette.

Que peut-on alors entendre par rénovation ? Je vois quelques pistes utiles à emprunter, de nature idéologique politique et culturelle, avant d'être programmatique.

Tout d'abord, un autre regard sur la mondialisation. Celle-ci est un fait du XXI^e siècle. Elle reprend son cours historique ouvert au XV^e siècle et interrompu entre 1914 et 1991 par deux guerres mondiales et une guerre froide jusqu'à la dissolution de l'Union soviétique. Trop souvent à gauche, dans les esprits, cette mondialisation est perçue et même présentée comme la menace et le risque suprêmes. Dans ce cas, la réaction est le repli et la peur, donc la fermeture et la frilosité.

La mondialisation est certes un défi, mais c'est aussi une nouvelle chance pour la France et l'Europe. Il faut être présent comme Pascal Lamy à l'OMC et peut-être Dominique Strauss-Kahn au FMI.

En second lieu, un comportement décomplexé face à l'extrême gauche et aux associations qui s'en recommandent. Trop longtemps les socialistes ont été culpabilisés par leurs voisins de gauche, communistes léninistes d'abord, trotskistes aujourd'hui. Eux aussi ont besoin de se rénover, mais s'y refusent. Adressons-nous à leurs électeurs, mais soyons totalement nous-mêmes, réformistes, sociaux-démocrates, sociaux-libéraux même. Ils sont le passé. Soyons l'avenir.

Ensuite, un engagement soutenu pour l'Europe. Les socialistes doivent rester un des fers de lance de la construction européenne. On ne peut pas devenir le Schtroumpf grognon de l'Europe. Un traité constitutionnel nous a divisés. Le second traité doit nous réunir. Nous ne devons pas faire la fine bouche pour chaque avancée de l'Union. Si nous attendons l'Europe idéale, elle ne sera jamais là. Si chacun exige l'Europe de ses rêves, l'impuissance sera au bout du chemin. Le prochain rendez-vous sera le traité réformateur ou modificatif : je voudrais qu'aucun socialiste ne lui dise non.

Il convient, en outre, de dédramatiser le mot " libéral ". L'extrême gauche a réussi son coup : faire passer ce mot totalement à droite. Pourtant sa racine emprunte à " liberté ". Oui, nous sommes des libéraux sur les plans politique et culturel. Nous ne sommes certainement pas des " totalitaires ", le pendant de cette expression. Nous sommes aussi des partisans de l'économie de marché, en ce sens des libéraux. Nous ne sommes pas des ultralibéraux qui cherchent à faire reculer l'Etat et toute institution sociale. Sur ces plans, ne rasons pas les murs et ne nous cachons pas.

Enfin contribuons, par notre rénovation, à l'apaisement des rapports politiques. Les Français sont lassés des affrontements idéologiques, voire dogmatiques. Ce fut une intuition de François Bayrou avant le premier tour de la présidentielle : il suggérait même Dominique Strauss-Kahn comme premier ministre. Ségolène Royal a suivi la même intuition entre les deux tours : elle n'excluait même pas François Bayrou à Matignon. Nicolas Sarkozy s'en est inspiré après son élection : Bernard Kouchner et quelques autres sont ainsi devenus ministres.

Dans l'histoire de la France, il y a des moments à comprendre : en 1914, face à l'agression, c'est l'Union sacrée ; en 1944, avec la Libération et pour la reconstruction, c'est le tripartisme ; en 1958, devant la décolonisation et la guerre d'Algérie, c'est le gaullisme et la SFIO même si certains refusent. Aujourd'hui, face à la mondialisation, il y a comme une aspiration à l'entente nationale. Le Parti socialiste ne doit pas se fondre dans le piège de l'ouverture. Il doit avoir l'intelligence de comprendre la période.

Reste la question stratégique autour des alliances. L'extrême gauche ne veut pas gouverner, au moins c'est clair. Le Parti communiste va vivre ses dernières années. Les Verts ne décollent pas depuis trente ans. Certains radicaux sont tentés de rejoindre leurs frères de l'autre rive. Les amis de Jean-Pierre Chevènement ont un horizon restreint devant eux. Il y a deux solutions : ou le PS réussit à franchir la barre des 35 % à lui seul ou il regarde d'autres alliés, notamment le Mouvement démocrate. Il ne faut pas fermer la porte, à condition de connaître la plate-forme de ce parti, aujourd'hui inexistant, de vérifier sa propre stratégie, qui ne peut pas être tantôt l'UMP, tantôt le PS. Il faut choisir. Cette stratégie ne doit pas être à géométrie variable selon qu'il s'agisse d'élections nationales ou locales.

Faut-il changer la Déclaration de principes du PS, qui fonde l'adhésion de chacun de ses membres ? Ce fut fait il y a vingt ans. Fut alors abandonnée la référence à l'appropriation collective des moyens de production et d'échange comme moyen pour aller vers le socialisme. Son caractère révolutionnaire a été atténué au profit de la phrase suivante : " *Le Parti socialiste met le réformisme au service des espérances révolutionnaires.* "

On peut faire mieux, mais l'économie de marché a été ce jour-là reconnue. Il nous faut un réformisme plus affiché et mieux assumé, un étatismes moins affirmé et moins systématique, une stratégie plus ouverte et moins exclusive.

Pour tout cela, il faut un parti qui ose faire abstraction du rythme des élections. Comme il y en a chaque année d'ici à 2012, on trouvera de bonnes raisons de reporter notre " rénovation ". Et puis, surtout, on ne peut tout de même pas demander à la gauche d'être de droite pour prix de sa modernisation.

Bernard Poignant

Député au Parlement européen

© Le Monde

◀ **article précédent**

L'indépendance de la BCE ne doit...

article suivant ▶

L'obsession des économies